

2 Politique

Opposition/Déclaration du président de la CNR

Pour Jean Ping le redressement du pays passe par l'alternance au pouvoir

C. O.

Libreville/Gabon

Toute chose qui, selon lui et la Coalition pour la nouvelle République (CNR) qu'il dirige, passe par le respect de la vérité des urnes qui, insiste l'ancien principal candidat de l'opposition à la Présidentielle d'août 2016, l'a donné vainqueur. Au cours de sa déclaration de samedi dernier, l'homme est également revenu sur plusieurs questions d'actualité dont le Dialogue politique intensifié entre l'Union européenne et le gouvernement gabonais.



Photo : Chris Oyame

Le président de la CNR, Jean Ping, "Nous devons faire échouer ce projet de loi funeste".

L'ANCIEN principal candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de 2016, Jean Ping, a fait une déclaration samedi dernier à son domicile des Charbonnages, dans le 1er arrondissement de Libreville. C'était en présence de plusieurs leaders des partis politiques et as-

sociations membres de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) qu'il dirige ; ainsi que plusieurs centaines de militants et sympathisants dudit camp politique. Un certain nombre de sujets étaient à l'ordre du jour. Toutefois, M. Ping a d'abord décrit la situation du Gabon

qui, selon lui et les siens, est grave depuis le scrutin d'août 2016. "Nous avons, a-t-il dit, franchi tous les seuils sur l'échelle des risques. Tant que le contexte sera préoccupant, plus grave, plus critique de jour en jour, et dans tous les domaines sans exception, j'ai l'impérieuse obligation de parler aux Gabonaises et Ga-

bonais". Evoquant les préoccupations de ses compatriotes, Jean Ping estime que celles-ci commandent "la reconnaissance de la vérité des urnes, la fin de la dictature, la fin du régime Bongo-PDG(...)". Selon l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UE), "la clé

de l'avenir et du redressement du pays c'est l'alternance et l'exercice du pouvoir par lui..."

Tout en refusant tout débat avec le régime sur les questions d'actualité, parce que souligne-t-il, "c'est moi que vous avez élu", le leader de la CNR a dit trouver dans le projet de révision de la

Constitution et celui de la loi relative aux réunions et manifestations publiques, "une preuve supplémentaire de la dérive autocratique des fossoyeurs de la République". Jean Ping n'a pas manqué de revenir sur le Dialogue politique intensifié en cours entre l'UE et le gouvernement gabonais. "Nous suivons avec une attention soutenue ces travaux", a-t-il dit. Et de poursuivre : "Ce dialogue est un des mécanismes de l'Accord de Cotonou, conclu entre les ACP et l'Union européenne. Il est mis en œuvre lorsqu'un pays signataire est pris à défaut sur le plan du respect des règles démocratiques et des droits de l'Homme, comme ce fut le cas lors de la dernière Présidentielle dans notre pays". Non sans souligner, par ailleurs, que la CNP attend beaucoup de la Cour pénale internationale (CPI).



Photo : Chris Oyame

Les leaders de la Coalition pour la nouvelle République pendant l'exécution de la Concorde.

PDG/suite des Conseils provinciaux

Woleu-Ntem : en finir avec l'étiquette de "province frondeuse"

LBON

Oyem/Gabon

LA mobilisation était au rendez-vous, samedi dernier, à la maison du parti d'Oyem, lors de l'ouverture des travaux du Conseil provincial du Parti démocratique gabonais (PDG) dans le Woleu-Ntem. Une rencontre qui se tenait dans un contexte assez particulier, en raison des mauvais résultats enregistrés par le parti au pouvoir et son candidat lors de la Présidentielle d'août 2016.

C'est donc la peur au ventre que les responsables locaux et hiérarques du PDG ont abordé ces assises censées gommer les dysfonctionnements constatés lors de cette élection en vue de la mise en place d'une nouvelle élite. A cet effet, des orientations pour y arriver ont été données aux militantes et militants venus en masse. Ainsi, le secrétaire provincial, Lambert Edou n'a pas manqué de lancer un appel à un sursaut d'orgueil pour se



Photo : Artist-freed

Une vue des participants.

débarassant de l'étiquette peu envieuse de "province frondeuse" qui colle à la peau de la région septentrionale. Après une analyse froide des résultats de la dernière élection présidentielle, lesquels font apparaître, malgré la lourde défaite subie dans le Woleu-Ntem par le président Ali Bongo Ondimba, qu'on relève néanmoins une courbe évolutive avec plus de neuf mille voix, comparativement à 2009, Lambert Edou s'est insurgé contre les

militants véreux qui entretiennent les divisions, les luttes d'influence et autres combats de leadership au détriment de la consolidation des structures de base. D'où la nécessité de se débarrasser de toute attitude allant à l'encontre de la "régénération" et la "revitalisation" du parti. Cela en adoptant des comportements nouveaux afin de faire renaître l'espoir dans les rangs du parti au pouvoir. Pour sa part, le secrétaire na-

tionale du PDG pour le compte du Woleu-Ntem, Clémence Mezui, toute heureuse de la mobilisation qui, selon elle, témoigne de la prise de conscience des Pdgistes woleuntemois, a axé son intervention sur la mutualisation des idées en vue d'aboutir à une transformation profonde du parti. "Je vous invite, a-t-elle martelé, à faire renaître la crédibilité, la responsabilité, la rigueur au sein de notre parti qui a trop souffert de tant d'invectives,

tant de division. L'heure a sonné pour mener le bon combat, soyons tolérants et soyons vrais". Non sans se réjouir de l'affluence observée dans les inscriptions qui ont déjà enregistré plus de huit mille adhérents.

Dans le souci de mener à bien sa mission, le bureau du Conseil provincial, par le biais de sa présidente Marie-Françoise Dikoumba, a procédé à la lecture de la note d'orientation du secrétariat général du PDG, précisant le

contexte dans lequel se tiennent ces assises qui préparent le congrès de décembre prochain, avant de mettre en place les bureaux des six commissions devant réfléchir sur les maux qui minent le bon fonctionnement du parti et d'en proposer des solutions pour sa revitalisation. A noter que jusqu'au moment où nous mettions sous presse, hier, les travaux du Conseil provincial du PDG dans le Woleu-Ntem se poursuivaient toujours.



Photo : Artist-freed

Plusieurs hiérarques du Parti dans le Septentrion étaient présents aux assises.

Ogooué-Ivindo : presque dans la confusion !

O'. N.

Libreville/Gabon

Les membres du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG) de la province de l'Ogooué-Ivindo ont, dans un communiqué à l'attention du bureau du Conseil provincial, proposé le retrait à l'ordre du jour des travaux, du point relatif à l'élection des membres des instances du parti. Celui-ci aurait tout simplement pris acte, avant de se lever sans

clure les assises.

JUSQU'AU moment où nous mettions sous presse hier, personne ne pouvait affirmer que les travaux du Conseil provincial du Parti démocratique gabonais (PDG) dans la province de l'Ogooué-Ivindo, se sont terminés dans la sérénité. Et pour cause, la proposition faite au bureau des dites assises par les membres du Bureau politique. Laquelle demandant le retrait, de l'ordre du

jour, de l'élection des militants devant désormais siéger dans les instances du parti, à savoir le Bureau politique, le Conseil national et le Comité central. Dans le même ordre d'idées, les membres du Bureau politique réunis sous la présidence de Roger Mengue Ekomié (membre du Comité du Bureau politique) ont également décidé de "s'en remettre aux instances supérieures pour l'organisation de l'élection desdits

membres dans des conditions satisfaisantes". Tout comme, ils décident de "s'abstenir, le cas échéant, de se porter candidats aux élections organisées par le Bureau du Conseil dans des conditions actuelles"... A noter que ces derniers ont dit avoir souligné une "contradiction" entre le discours du secrétaire général du PDG et la note d'orientation relative aux conditions d'élections des membres des instances du parti.



Les militants du PDG de l'Ogooué-Ivindo, les querelles de leadership ont plombé le Conseil provincial du parti.

Pour sa part, le bureau du Conseil aurait pris acte du communiqué avant de se

retirer sans clore les assises. Nous y reviendrons.